

Le marketing du pauvre

Le pauvre est devenu de nos jours une denrée commerciale. Il est en quelque sorte une matière première dont il faut tirer la quintessence pour en pétrir la substance et la rendre commercialisable. Il suffit d'y mettre les formes, afin de ne point paraître ni trop cynique ni trop hypocrite. Si le pauvre n'existait pas, il faudrait l'inventer : nos sociétés modernes ne peuvent s'en passer ; elles ont trop besoin de lui pour soulager le dernier zeste de conscience morale qui leur reste, si toutefois elles ont plus qu'un zeste ; et dans le même temps où elles soulagent leur succédané de conscience, elles soulagent le porte-monnaie des bonnes gens. Le *charity-business* ou marketing caritatif fait désormais partie intégrante du décor de la nouvelle société de consommation ; jadis on parlait des bonnes œuvres ou des œuvres charitables ; l'Église catholique et son personnel religieux assuraient ce rôle avec dignité, grandeur d'âme, et un magnifique sens du dévouement ; aujourd'hui, on consomme du pauvre comme on consomme des marrons chauds ou des glaces à la pistache. Si le pauvre manquait au paysage, l'humanité occupée à se goinfrer quand elle est pourrie d'argent et de crédits, ou occupée à envier ceux qui se goinfrent quand elle n'a pas d'argent ni de crédits, n'aurait pas assez de larmes pour le pleurer ; séquence lacrymale et apitoiement de circonstance obligés, vibrations émotionnelles de rigueur ; on le réhabiliterait d'office, rien que pour joindre l'utile à la générosité feinte, et satisfaire les âmes simples qui se contentent de peu, en tout premier des apparences.

Dans nos pays ultra matérialistes dédiés à Mammon et voués au culte du Veau d'Or, ou la culpabilité repentante tient lieu de morale ordinaire et a remplacé la foi en un Dieu sauveur, les pauvres sont devenus l'alibi de conscience du consommateur moderne repu et satisfait. Comment se fait-il que dans ces pays qui ont tout, même le superflu, il puisse y avoir encore autant de pauvres recensés, expertisés, labellisés, étiquetés, par les spécialistes du *charity-business*, les associations caritatives et autres experts en « pauvrologie » ? Pauvres, démunis, exclus, sans abris ou sans domicile fixe, nécessiteux, déshérités, défavorisés... Comment se fait-il que l'on n'ait pas encore réussi à éradiquer ce fléau qui semble aller en s'aggravant ? Comment se fait-il que plus on sollicite la générosité des gens, plus il y a de pauvres, et plus les sociétés charitables, organisations humanitaires et autres associations idoines, se multiplient ? Si bien que le phénomène augmente en proportion de l'élévation moyenne du niveau de vie des pays dits « riches ». Comme si l'on se faisait une spécialité de fabriquer des pauvres là où ils n'existent pas, là où ils ne devraient pas exister...

Il n'est pas le lieu, ici, d'entamer une étude sociologique sur les organisations caritatives. D'autres se sont chargés ou se chargeront de disséquer le sujet. Comme d'habitude, je m'en tiens aux questions de principes. On ne compte plus, au plan national et international, les associations secourables spécialisées dans l'organisation de la charité. Aux États-Unis et dans les pays anglo-saxons, l'activité consacrée au *charity-business*, draine, toutes spécialités confondues, des sommes considérables. La pauvrologie génère un véritable trafic commercial, juteux, dénué de tous complexes, destiné à exploiter le continent fertile des « sans dents » (Hollande) et autres économiquement faibles. J'ai renoncé à retenir le nombre d'ONG (Organisations Non Gouvernementales) recensées de par le monde, tellement les chiffres qui circulent varient et sont contradictoires : cela irait de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers. Personne n'est capable d'en évaluer le nombre exact, ni de les définir, de définir leurs finalités, le flou le plus artistiquement nébuleux et opaque régnant dans ce milieu (1) ; les dons et subventions cumulés consacrés à leurs activités, traduits en termes de PIB, en feraient la cinquième puissance mondiale ! Ce n'est plus de la charité, c'est la bourse aux valeurs de la pauvreté ! A tous les coups l'on gagne... Peut-être pas les pauvres eux-mêmes, mais les organisateurs certainement !... La plus grande partie des dons sont reversés aux organisations dites « religieuses » (États-Unis) ou à la recherche médicale, puis à l'humanitaire et à la culture ; c'est dire le pouvoir d'intervention de ces organisations, où l'on trouve de tout ; des gens

certainement sincères, les candides aux yeux écaillés, contribuant à former les rangs de la grande cohorte des idiots utiles de l'humanitaire, les charlatans de la bonne cause, puis les « faux nez » agissant masqués, c'est-à-dire des organisations infiltrées par les services secrets, profitant de leur statut international particulier comme de leur caractère humanitaire « innocent » ; elles peuvent ainsi servir de couvertures présentables à des actions occultes conduites dans l'intérêt des gouvernements ou de certains lobbies supranationaux, voire mondialistes (2).

Les Anglo-Saxons, dont le poids de la culpabilité repentante est aussi lourd à porter dans leur conscience que le fardeau de l'homme blanc l'est sur ses frères épaules, sont les inventeurs du phénomène ONG en même temps qu'ils en sont les représentants les plus nombreux ; ils dominent, et de loin, le charity-business international ; il est réconfortant de penser que ce qui les aide à supporter le poids cette culpabilité compassionnelle pour le pauvre monde et le monde pauvre, à le très gros avantage de permettre aux citoyens les plus aisés de soulager le fisc des contributions personnelles qu'ils apportent en tant que citoyens aux budgets publics de leurs pays respectifs, en même temps qu'ils ont trouvé là un moyen déculpabilisant pour soulager leur conscience torturée par le sort de leurs protégés, tout en améliorant leur ratio financier de contributeurs... Tout n'est donc pas perdu. Les ONG (ou les Fondations à l'américaine) vont de quelques personnes aux multinationales du « cœur », comme l'ONG britannique OXFAM qui regrouperait sous ce nom 17 organisations nationales, employant plusieurs milliers de personnes. Les plus connues sont organisées en réseau selon leur spécialité : Green Peace, Amnesty International, Care, la Croix-Rouge Internationale, WWF, Human Rights Watch, les nombreuses agences ou antennes de l'ONU (3), etc... On notera également le rôle important joué par l'USAID, agence américaine pour le développement économique et l'assistance humanitaire, dépendant directement du Président des États-Unis et de l'Administration fédérale d'État (2).

En France, on trouve les antennes de la plupart des organisations internationales anglo-saxonnes ; puis, parmi les organisations françaises les plus connues, la Croix-Rouge, La Fondation de France, Médecins Sans Frontières, Médecins Du Monde, le Secours Catholique (Caritas France) et son éternel rival le Secours Populaire (ex-Secours Rouge du Parti communiste français, toujours affilié aux enfants de Staline), Action Contre la Faim, Handicap International, Emmaüs, le CCFD, ATD Quart Monde, l'Armée du Salut, la Banque Alimentaire, les Restos du Cœur, etc. On peut y ajouter les Ordres Hospitaliers (Malte), les petites franc-maçonneries comme le Rotary Club ou les Lion's Club, des structures plus spécifiques comme le Téléthon (AFM), et les organisations dédiées au sida (Sidaction, Aides, Act-Up), ou à la recherche sur le cancer (ARC)... Il est à noter que chez nous, en France, le phénomène des ONG se recoupe avec le système associatif public ; jusqu'à un certain point, il est difficile de faire la part des deux entre public et privé, entre argent public et argent privé. À chacune sa spécialité, son pré carré, ce qui n'empêche nullement la concurrence, parfois sévère, qu'elles se livrent entre elles, tant dans la récolte des fonds que dans le déploiement de leurs actions.

On remarquera que nombre de ces organisations se parent de l'épithète « sans frontières » ou « du monde », contribuant à imposer l'idée d'une vision mondialiste et globalisée des rapports humains. Ce charitarisme institutionnalisé (rappelons que « cher » signifie l'attention particulière que l'on porte à un être proche et ne peut être confondu avec avoir ou pas du cœur), encore une fois inspiré directement des États-Unis — faut-il s'en étonner ? —, correspond bien à cette mentalité propre aux Anglo-Américains, où même la charité doit générer du profit, être source de billets verts, et obéir aux règles ordinaires de l'économie de marché. Chez les Anglo-Saxons, l'humanitarisme est un véritable business décomplexé. Tout fait vendre, tout fait ventre, même la misère, même la religion (les sectes dites « évangéliques » et leurs prophètes télé-délirants). La plupart de ces organisations sont structurées aujourd'hui comme des entreprises commerciales, recrutent des cadres, leur assurent des salaires relativement lucratifs,

voire des salaires de ministres s'agissant des dirigeants. Dans une revue économique, j'ai relevé, à la rubrique marketing, une annonce pour le moins surprenante et incongrue d'Action Contre la Faim (ACF) — mais faut-il être surpris ? —, dont le libellé pourrait s'identifier à n'importe quelle entreprise industrielle à la recherche de son directeur commercial :

Action contre la Faim, organisation humanitaire, 95 salariés Paris, recrute suite à un départ RESPONSABLE DU SERVICE DONATEURS (H/F). Rattaché au Directeur communication et développement, vous assurez la mise en place de la stratégie annuelle de collecte de fonds privés de l'association : relation et négociation avec les prestataires, campagnes de fidélisation et de prospection, dossiers spécifiques de type prélèvements automatiques et street Marketing, analyse des résultats. Vous supervisez le service (3 salariés et 8 bénévoles : orientations annuelles, budget, suivi des échéances. Expérience 5 ans d'encadrement en marketing direct (VPCiste). Expérience gestion budget 15M€. Connaissance du marché collecte de fonds. Capacités de négociation & d'analyse des résultats. Créativité. Maîtrise Pack Office et bases de données. Intérêt pour les actions humanitaires. Anglais professionnel. Prise de poste courant décembre 2005. Salaire : 37,7 k€ brut annuel. CI à négociier selon expérience.

Diantre ! Heureusement qu'il s'agit d'Action Contre la Faim, une des plus grosses ONG française, cofondée et parrainée en 1979 par les belles consciences judéo-communautaires que voici que voilà : Françoise Giroud, Bernard-Henri Lévy, Jacques Attali, Marek Halter, Alfred Kastler (Prix Nobel de physique), Guy Sorman, Robert Sebbag... Nous aurions pu croire à l'annonce d'une multinationale recrutant un cadre supérieur ; on n'en est pas loin, puisqu'actualisée 2014, cette multinationale d'un autre type n'emploie pas moins de 6800 personnes dans de nombreux pays du tiers-monde. On demande à l'impétrant d'avoir « un intérêt (moral ?) pour les actions humanitaires » : c'est le moins qu'on puisse exiger de lui ; point trop cependant, car il n'est pas là pour faire la charité, mais pour rentabiliser la charité. À 37 k€, il faut justifier son salaire.

Notons que les ressources de la plupart des ONG relèvent de subventions publiques et de fonds défiscalisés dans des proportions importantes, pouvant atteindre les 4/5 de leurs budgets : sans les appuis publics, aucune de ces organisations ne pourrait vivre de la seule générosité provenant des appels de dons aux particuliers ; non gouvernementales, certes, mais cela n'empêche pas les gouvernements concernés de les subventionner à gros bouillons, tout en gardant un œil vigilant sur leurs activités.

*

Après ce petit tour panoramique sur l'humanitaire, revenons à nos pauvres, à ce que j'appelle la « culture du pauvre ». Je dis bien : à nos pauvres à nous, Français, attendu que nous ne pouvons porter toute la misère du monde sur nos épaules (s'agissant de la France, c'est une façon de parler), et qu'à chaque temps, chaque lieu, un contexte différent, surtout lorsqu'il s'agit de catastrophes naturelles ou provoquées, guerres, famines ou les trois à la fois.

D'abord une petite anecdote personnelle. Mon père fit partie un temps des Conférences Saint Vincent de Paul. Une organisation de laïcs, propre à l'Église catholique, intégrée à l'activité des paroisses, probablement la plus ancienne connue (Ozanam). Le but de cette organisation, à cette époque, consistait à confier à chaque adhérent une famille dans le besoin pour la parrainer ou l'assister. Pourquoi pas ?... Pourquoi pas, en effet, être amené, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, à faire un beau geste en aidant les gens à se relever de la difficulté ? Bref, un beau jour, nous allâmes, justement, à la rencontre d'une de ces familles nécessiteuses. Quelle ne fut pas mon étonnement de constater que le couple qui nous reçut était nettement mieux logé que nous l'étions nous-mêmes à la maison. En tous cas, la cuisine était bien aménagée et l'appartement confortablement meublé ; ces personnes sans enfants, quoique beaucoup plus âgées que mes parents, et bien que l'homme ne fût pas en très bonne santé, ne relevaient manifestement pas de la catégorie des damnés de la terre. Lui était un musicien de cirque au chômage. Certes, mais quand on doit manger, on ne regarde pas au travail, même s'il ne correspond pas à sa qualification ni à ses prétentions ; ou on se détache de certains de ses biens ; sa femme paraissait plus alerte que lui : elle aurait pu trouver à s'employer... Nous étions à une époque où il suffisait de pousser les portes pour trouver du travail (c'était l'époque des Trente glorieuses). J'ignore

par contre s'ils étaient endettés. Je devais avoir une douzaine d'années. J'étais gamin, mais j'avais ressenti le malaise ; quelque chose ne collait pas. Au point que le souvenir m'en est toujours resté. J'ignore ce que papa et maman ont pensé de cette affaire, et ce qu'ils ont décidé par la suite ; toujours est-il que je n'ai plus jamais entendu reparler de ces braves gens soi-disant dans le besoin. Je crois que pas mal de bénévoles pourraient raconter le même genre d'aventure.

Je me suis souvent demandé d'où venait, au sein de la nature humaine, ce besoin, pour nombre de gens, de se pencher sur le sort des autres, comme si de se mesurer à la pauvreté d'autrui, étalon de la bonne conscience universelle, leur renvoyait d'eux-mêmes une image rassurante sur l'état de leurs propres dispositions morales. Le problème de la moralité n'est pas d'avoir bonne ou mauvaise conscience, c'est d'avoir une conscience tout court. Pauvreté n'est pas vice. Beaucoup de gens ayant à peine de quoi vivre, font avec et ne s'en portent pas plus mal. La plupart le vivent bien, plutôt bien ; même s'ils pourraient se sentir mieux avec plus. C'est plus un état d'esprit qu'un état social ; ils veulent généralement ne devoir qu'à eux-mêmes, à leur travail, si modeste soit-il, ce qu'ils sont, et voient dans la pitié ou la commisération des nantis une façon de les humilier. Ils se sentent bien dans leur peau, rejettent l'aumône, et refusent d'être classés dans la catégorie des nécessiteux, des malheureux, des marginaux, surtout lorsque ceux-ci sont la cause de leur propre malheur et s'y complaisent. On confond trop souvent pauvreté et misère, celle-ci relevant davantage d'une situation de déchéance et d'abandon de toute dignité, que peut aggraver la maladie ; ce qui est rarement le cas du pauvre, mais plus souvent celui du SDF. Il n'y a rien de plus humiliant, voire d'injurieux, que de se faire définir pauvre, même si on l'est réellement, uniquement pour satisfaire le besoin de disculpation morale d'une certaine bourgeoisie inhibée par ses complexes de classe.

Le pauvre a sa fierté et une pudeur que le riche souvent n'a pas. Si bien qu'on peut se demander si la pauvreté n'est pas devenue l'exutoire moral de la mauvaise conscience bourgeoise, partant de la mauvaise conscience universelle. Tant que l'Église s'occupait des pauvres et des gens en difficultés au travers des Congrégations religieuses, elle soulageait la misère et venait en aide à ceux qui étaient réellement dans le besoin, dans l'esprit de l'Évangile ; elle exhortait ses fidèles à la générosité. Aujourd'hui, le pauvre n'est plus un enjeu humain ; il est devenu un enjeu socio-économique ; il répond à une définition sociologique, et entre dans les statistiques comme catégorie sociale ; il doit apparaître dans son rôle comme une composante active de la société. Il a une place assignée et doit s'y tenir, sinon le paradigme est faussé.

Heureusement qu'il y a des pauvres chez les riches ! Que deviendrait la société, je vous le demande ? Des riches sans pauvres autour d'eux (un peu éloignés quand même), c'est triste comme un jour de fête sans joie. Pour se sentir moralement à l'aise, on a besoin des pauvres dans le panorama social. On peut ainsi étudier leur profil anthropologique, et mettre en place des dispositifs qui ont pour conséquences de les fixer davantage dans leur statut « d'économiquement faibles », que de les aider à en sortir réellement ou à supprimer cette lèpre sociale. Ils sont pauvres, il faut qu'ils le restent, et qu'on puisse voir les bonnes âmes se pencher ostensiblement sur leur sort : chacun à sa place dans cette cinéscénie de la comédie bourgeoise. Quitte à les rendre dépendants de la charité publique, et à les assister en permanence. Et quand on met le doigt dans l'engrenage de l'assistanat, la suite est connue : on n'en sort pas. Pourquoi cette sollicitude bienveillante ? Parce que supprimer la pauvreté, ce serait supprimer le baromètre qui permet d'indiquer le potentiel de main d'œuvre servile à disposition des milieux aisés ; mais ce serait aussi tuer la poule aux œufs d'or. Au niveau social le plus bas, les pauvres justifient un immense système de racket et de chantage à la charité qui s'est institué au fil du temps, et dont le but est de soutirer le maximum de dons aux braves gens. Si les méthodes de marketing classiques ne suffisent pas, on emploiera des méthodes plus radicales : la culpabilisation et la honte. Faire vibrer la corde sensible des bons samaritains en puissance — en ignorant le plus souvent le contexte de la parabole. Soumis à ce régime, les braves gens, craquent. Les quelques

pincées d'oseille qu'ils finissent par lâcher la larme à l'œil, presque honteux de s'être fait tirer l'oreille (peu importe la cause servie), ajoutées les unes aux autres, font des millions de ruisseaux, puis des rivières, puis des fleuves charriant en fin de parcours des sommes colossales.

On reste confondu par la quantité de ces organisations caritatives ou humanitaires qui se sont développées avec la montée de l'enrichissement relatif des sociétés industrialisées. Étant entendu qu'aux ONG, aux associations multiples et diverses, s'ajoutent les structures publiques communales, départementales, régionales, nationales (le SAMU social) ; elles donnent aussi dans l'aide sociale — et pas qu'un peu ! — avec l'argent du contribuable, lequel n'est pas considéré comme un donateur bénévole mais comme un donateur obligé, taxé d'office. À cette différence que, dans cette optique, il y a toujours des arrière-pensées politiques et électorales. Si bien qu'on finit par se demander s'il n'y a pas plus de gens pour s'occuper du sort des déshérités, des plus démunis, ou des nécessiteux comme ils disent, qu'il y en a réellement à aider ou à « traiter ». Vu l'ampleur du pactole en jeu et les retombées médiatiques, tout bien considéré, la traque du pauvre a du bon, tant sur le plan des finances que pour se faire du bien à l'âme, et améliorer un profil de soi qu'on aime mettre en avant : surtout ne pas paraître égoïste ni intolérant. Un homme ou une femme qui donne dans l'humanitaire ne peut être tout à fait mauvais. Les hurluberlus du showbiz l'ont bien compris ; il y a belle lurette qu'ils ont inclus la référence à l'humanitaire et à la charité dans les plans médias pour soigner leur image de saltimbanques ; le show musical des artistes organisé annuellement en soutien aux Restos du Cœur, si subtilement dénommé les *Enfoirés*, nous en apporte la démonstration... Il n'est même pas sûr qu'ils sachent la signification exacte du mot « enfoiré » : couvert de merde ! Certains ne manqueront pas de me faire observer que beaucoup de gens ont perdu leur emploi et sont exclus de toutes formes de protection sociale ; puis on me jettera à la face toute la misère du monde et du tiers-monde, comme si j'en étais personnellement responsable. Je regrette, mais nous ne sommes plus dans le caritatif, nous sommes dans le chantage politicien.

Il existe plusieurs catégories de pauvres. Nous avons vu que beaucoup refusaient, question de dignité, d'amour propre, d'être catalogués comme tels, même s'ils le sont réellement. Encore une fois, pauvre n'est pas synonyme de malheureux ni de miséreux. Mais il y a les pauvres institutionnels, à statut professionnel, si je puis dire, ceux qui se complaisent dans leur état : il y a un certain snobisme à se poser en victime de la société ; ils se comportent en véritables sujets d'attraction pour solliciter les regards apitoyés ; ils aiment qu'on se penche sur leur sort et en rajoutent pour se faire plaindre ; ils poussent le cynisme jusqu'à profiter du système en tendant la gamelle à tous les râteliers ; en plus, ils sont exigeants, difficiles, parfois jusqu'à l'indécence, alors qu'en grattant un peu, on s'aperçoit qu'ils vivent relativement à leur aise et ne font pas tous pitié. Mais ils ne veulent faire aucun effort d'adaptation sociale, et s'accrochent aux organisations humanitaires comme la bernique à son rocher. Restent ceux qui sont réellement frappés par la misère, assommés par une accumulation de catastrophes, les accidents de la vie comme on dit : les ennuis de santé, la famille qui éclate et se disperse, la perte de l'emploi, l'isolement, l'alcool, la drogue, un accident physique, voire une certaine absence de maîtrise de soi, ou de capacité à naviguer dans les turbulences de la vie quand tout va mal. Ceux-là, je veux bien. Les SDF appartiennent à cette catégorie et relèvent de la commisération publique ; s'ils n'ont pas de famille pour les aider, le recours aux structures caritatives se comprend, encore qu'à bien y regarder, il y a là des situations qui sont souvent la conséquence de facteurs politiques déterminés, propres à notre société moderne : c'est en remédiant aux causes qu'on guérit le mal.

*

Avec les invasions migratoires, ô joie, la pauvreté a fait un bond quantitatif et qualitatif... Elle a déferlé sur la France comme un vent de tempête soulevant les sables du désert et retombant sur nos vertes vallées... Les pleurnichards de l'humanitaire, les humanolâtres, n'ayant plus rien à se

mettre sous la dent durant cette période qu'on a appelé maladroitement les « Trente Glorieuses » (Fourastié), le pauvre s'est fait denrée rare. À partir des années 1970, avec la décolonisation et suite à toute une série de lois scélérates, le tiers-monde s'est chargé de satisfaire leur besoin d'altruisme refoulé en leur expédiant des déshérités venus en masse, d'abord de nos anciennes colonies, puis de tous les horizons de la planète ; des pauvres, des vrais de vrais, des produits d'importation garantis d'origine en provenance des pays du tiers-monde « dits sous-développés », comme la France, qui a été pauvre mais jamais malheureuse, n'en a jamais connus. Il faut les entendre, tous ces parasites associatifs stipendiés, nous dire, dans un long gémissement de douleur apitoyée, entre deux sanglots culpabilisants et des torrents de larmes sèches, qu'il n'y a jamais eu autant de misère en France, d'exclus, d'oubliés, de réfugiés, de sans-papiers mais pas sans culot, de mal logés, de migrants, de demandeurs d'asile et d'aides sociales, etc., accusant les pouvoirs publics de ne rien faire ou de ne jamais en faire assez, — sans penser, comme d'habitude (ou en y pensant que trop), que derrière les pouvoirs publics, il y a le contribuable qui paye. On a envie de leur répondre : « Il fallait les laisser chez eux, dans leur contexte ethnoculturel et familial, et aller sur place vous occuper d'eux, puisque vous y tenez tant. » Oui, mais, en France, il est plus facile de gémir sur le sort d'autrui que d'agir ; pleurer, tempêter, menacer, s'épancher dans le gilet des médias centraux, ça rapporte plus que de se sacrifier inutilement au Burkina Faso où personne ne saura que vous existez médiatiquement. Ils ne devraient pourtant pas se plaindre ; les pouvoirs publics, toutes tendances confondues, ont fait ce qu'il fallait pour satisfaire leurs attentes en termes de matériel humain paupérisé. Ils devraient plutôt s'en féliciter et les remercier. En plus, l'État consacre chaque année des milliards d'euros à traiter l'immigration. S'il n'en fait pas assez, il faut se demander où passe cette manne copieuse subtilisée dans le pot commun, cause de notre endettement public, et à quoi elle sert. Une certitude : si elle s'égaré, elle n'est pas perdue pour tout le monde.

Pour ce qui est de l'instrumentalisation des pauvres à des fins politiciennes, les partis d'extrême gauche, les communistes, les socialistes sont passés maîtres. À leur façon, ce sont des artistes du grand art : tout dans la démagogie. Avec eux, le pauvre n'est plus objectivement un être social desservi par le sort, mais un objet de spéculation électorale ; il est devenu bien malgré lui otage des fantasmes idéologiques de la gauche, et un enjeu politique de premier ordre pour ne pas dire de premier choix (syndrome de la « victimisation ») ; et quand ils sont au pouvoir, ils le répliquent en masse pour les besoins de la cause. Ils entretiennent une atmosphère culpabilisante, tendant à assimiler « pauvre » à « peuple », comme ils l'ont fait jadis avec « travailleur ». Inutile d'insister sur la surexploitation misérabiliste qu'ils ont tirée de cette confusion scandaleuse. Tout comme les organisations caritatives, les partis politiques de gauche ont besoin des pauvres pour exister. Jadis, le Parti communiste avait pour lui son armée de la faim : ce qu'il appelait le prolétariat : ceux qui n'étaient pas redevables de la dignité de citoyens, dans la Rome antique. Le « prolétariat » aujourd'hui n'existe plus ; existerait-il qu'il n'aurait probablement plus envie de se reconnaître dans le Parti communiste. Faute de grives, les cocos se contentent de merles, font sauter le marteau et la faucille du drapeau rouge, et tentent de se refaire une santé électorale avec les « damnés » de l'immigration.

Bref, l'avenir est aux pauvres et à la pauvreté. Les politiciens républicains n'auront même pas besoin de forcer, nous le deviendrons tous. À force de baliser l'horizon de toutes les misères du monde, de toutes les escarres de l'humanité souffreteuse, de tous les ulcères suintants de la lèpre sociale, nous finiront par atteindre ces nouveaux rivages ardemment désirés : être pauvres, tous, en toute fraternité et en toute égalité, dans le plus altruiste des vivre-ensemble (4). Les adeptes de la charité bien ordonnée qui commence par soi-même et ne va aux autres que pour satisfaire son ego, ne sont que les tartufes d'une vaste entreprise d'hypocrisie humanitaire généralisée et mondialisée, où l'on se donne de la bonne conscience à revendre. Si véritablement ils étaient aussi remplis de dévouement et d'abnégation qu'ils le disent ou veulent le faire croire, ils rejoindraient

l'Église catholique, la seule « ONG » qui a un tropisme authentiquement charitable au sens évangélique ; s'il n'y en a qu'une, c'est celle-là ; ils agiraient au nom du Christ, et non au nom d'une conscience « humaniste » ostentatoire pour le moins fluctuante et embrouillée. Les membres de l'Église ont un statut particulier qui les amène à mettre en accord leur conscience avec leurs actes ; en faisant vœux de pauvreté, de chasteté, d'obéissance, ils rendent crédible leur engagement spirituel. Dans les entreprises matérialistes du charity-business, il ne saurait en être question ; d'accord pour donner de sa personne, mais jusqu'au dépouillement, non ; c'est cela qui me gêne. Le don de soi est trop souvent un don fait à soi, tant sur le plan moral que matériel, l'Autre n'étant qu'un alibi de la bonne conscience satisfaite. Faites don de votre personne à la cause, sacrifiez-vous, je croirai en vous, à la sincérité de votre dévouement.

Sans doute l'Église n'est-elle plus ce qu'elle était ; elle ne fait plus naître de vocations ; elle n'attire plus à elle les hautes figures nobles et désintéressées à l'exemple des grands saints de jadis. Elle aussi avait besoin des pauvres, des simples, pour exister ; mais elle les transfigurait ; elle les magnifiait ; elle leur donnait une âme et leur offrait le salut. Elle était pour eux consolation et espérance. Elle les aidait à vivre moralement, humainement, mais aussi socialement ; elle ne se contentait pas de les plaindre, de gémir sur leur sort, de crier « à mort le riche ». Le riche, justement, elle le sollicitait, le mettait face à ses responsabilités, à sa conscience, et le comblait d'indulgences (en dépit des abus que cette pratique occasionnait). Elle aidait les moins favorisés à s'en sortir eux-mêmes, et permettait aux plus capables de s'élever socialement. Elle a suscité en son sein, des trésors de vertu et de sacrifice. Tout cela semble bien fini et appartenir à un passé révolu. Elle a tout juste assez d'énergie pour se maintenir sur une mer instable secouée par les vents mauvais de la décadence et des reniements de Vatican II. Alors certains se raccrochent à ce qu'ils peuvent ; ils se cherchent des compromis avec une conscience plus ou moins élastique qu'ils tiraillent en tous sens ; ou des dérivatifs à une vie sans but et sans direction. La charité sincère adoucit les maux de l'âme, dit-on ; elle protège celle-ci du matérialisme agressif d'une société qui a perdu tout sens moral. À condition qu'elle-même ne se soit pas pervertie en agent matérialiste des plus corrosifs.

1. Que signifie l'expression « Non Gouvernementale » ? Selon les spécialistes, une organisation est dite non gouvernementale lorsqu'elle relève de l'initiative privée spontanée. En réalité, c'est de la poudre aux yeux. *« Derrière ce terme, se cache toute une nébuleuse d'organisations subversives qui, sous couvert de campagnes d'information sur le Sida, de défense des droits de l'homme, d'assistance aux drogués, de lutte contre la pauvreté, d'aide à l'enfance, de protection des droits des minorités, fomentent en coulisses des révolutions, forment cadres politiques et agitateurs professionnels ou encore animent des officines de propagande qui répandent rumeurs et fausses nouvelles »*, précise un analyste, spécialiste de la question. En fait d'initiative spontanée, il s'agit surtout d'initiatives contrôlées et orientées. Beaucoup de ces ONG, qui n'ont de « non gouvernemental » que le nom, sont en réalité des instruments de la guerre secrète et permettent de fomenter des actions déstabilisatrices dans n'importe quel pays visé, riche ou pauvre (les ex-pays de l'Union soviétique, les pays du Moyen-Orient, même au sein de l'Union Européenne), sous couverture humanitaire. On se doute du *Deus ex-machina* qui se trouve la plupart du temps derrière ces entreprises de déstabilisation : d'une façon générale les États maçonniques judéo-protestants anglo-américains, bien sûr, et les États à la remorque qui suivent dans leur sillage. En France, les associations subventionnées, dites « reconnues d'utilité publique » (comprendons : qui pompent l'argent public), fonctionnent quasiment sur le même schéma politique.

2. Je ne suis pas de ceux qui croient, sauf exception, au geste gratuit. On observera que nombre d'ONG, sous couvert d'actions humanitaires, sont avant tout des pions avancés dans la guerre impitoyable que se livrent les grandes puissances sur le terrain diplomatique pour s'assurer le contrôle de la planète. Particulièrement les États-Unis et la Chine qui s'y est mise depuis peu. Deux exemples sont là pour le vérifier.

Tout le monde a plus ou moins entendu parler, sinon de la Fondation Georges Soros, du moins du personnage. Georges Soros est ce riche américain, d'origine juive hongroise, qui a fait fortune aux États-Unis dans la spéculation financière. À travers sa société Quantum, un fond d'investissement *offshore*, ce « philanthrope » (quand vous entendez ce mot désignant un milliardaire ou multimillionnaire, vous comprenez qu'il hait l'humanité) ; ce philanthrope, dis-je, s'est donné pour but dans la vie de se consacrer au bien d'autrui et sauver le monde (sic)... Rien de moins. C'est ce qu'affirme sa biographie officielle. Dommage que sa biographie officielle soit moins reluisante. Entre autres grands bienfaits destinés à réintroduire le paradis terrestre sur terre, son grand

projet, celui qui lui tient le plus à cœur, est de ramener les pays de l'Est, dont il est originaire, à la « démocratie » selon le modèle mondialiste judéo-maçonnique et protestant américain. C'est ainsi qu'il a contribué au renversement des gouvernements post-communistes en Yougoslavie, Géorgie, Ukraine et quelques autres, particulièrement dans le Moyen-Orient riche de son pétrole. Il a implanté sa Fondation (*Open Society Institute*) dans 25 des anciennes républiques soviétiques. Or la générosité bienveillante de ce M. Soros est politiquement trop sensible pour ne pas être couverte, voire soutenue ou téléguidée par le Département d'État américain, donc, logiquement, liée à la CIA, rapprochement que certains n'ont pas manqué d'établir. Il n'est pas le seul à agir ainsi, mais se révèle celui qui s'est mis le plus en avant et le plus efficace dans son domaine d'intervention ; il agit comme une sorte de ministre des affaires étrangères bis au service du pouvoir étatsunien et du Nouvel Ordre Mondial. Si l'on observe sa zone d'intervention, elle recouvre tout le flanc sud et ouest de la Russie. Le Kremlin voit d'un très mauvais œil l'influence américaine dans ces pays stratégiques pour sa sécurité, d'autant que la Russie elle-même n'est pas à l'abri du véritable travail de sape et de taupes de ces ONG. Il a pris cette « ingérence humanitaire » comme une véritable provocation, voire une menace contre l'indépendance de la Russie. Les Russes ont d'autant plus de raisons d'être inquiets que les Américains ne se gênent pas pour implanter des bases militaires dans les anciennes républiques du Pacte de Varsovie. Résultat, le parlement russe a voté une loi tendant à soumettre à autorisation les ONG sur le territoire russe et à contrôler leur action. D'où un tollé général dans les milieux « humanitaires » internationaux. Qui sème la tempête récolte Vladimir Poutine... Celui-ci protège les arrières de son pays : l'on serait mal venu de le lui reprocher.

Deuxième cas, l'USAID. Cette organisation humanitaire, totalement dépendante du gouvernement américain, étend son action philanthropique aux pays pauvres en voie de développement. Elle est la façade présentable de l'Administration américaine, mais aussi un pion important dans sa stratégie de conquête de nouveaux territoires susceptibles de passer sous son influence, voire sous son contrôle. Il est évident que dans des régions du monde aussi politiquement sensibles et économiquement attractives (ressources énergétiques, minières, alimentaires, forestières, etc.), l'aide au développement fait passer bien des choses que les barbouzes de la CIA avec leurs gros sabots à clous et leur finesse d'esprit légendaire ne parviendraient pas à obtenir. Ce qui ne les empêche pas d'être présents, ici et là comme partout ailleurs, et d'agir sur le terrain de conserve avec les missions diplomatiques US. C'est ainsi que les États-Unis sont en train de faire tranquillement main basse sur nos anciennes colonies d'Afrique, là où le gouvernement français n'en finit pas de se déconsidérer et de perdre pied (le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sahel...). Nous perdons l'Afrique mais nous gagnons des immigrés. C'est bon pour nos organisations humanitaires à nous.

3. Les noms de l'ensemble des agences sensées appartenir à l'Organisation des Nations Unies (sic) — le Machin, comme disait de Gaulle —, véritable embryon de gouvernement mondial officieux, bourré de supers fonctionnaires planétaires, à la tête d'offices dont les sièges sont établis généralement dans les grandes capitales, jamais très éloignés des meilleurs restaurants les plus en vue : CESA, CESAP, CEA, CEPALC, CEE, SMG, OCHA, OLA, OIOS, DSS, DGACM, DAES, DPA, DOMP, DDA, CNUCED, UNESCO, UNICEF, FAO, FNUAP, FNUPI, UNIFEM, HCR, PAM, PNUE, FENU, PNUD, PNUCID, UNITAR, UNICRI, UNIDIR, INSTRAW, UNRISD, UN, ONU-Habitat, UNRWA, VNU, AIEA, ISA, OMC, CPIU, liste non-exhaustive (quatre-vingt agences, environ). Il faudra se résoudre à l'idée que Big-Brother et le futur État mondial ne seront qu'une liste d'acronymes technocratiques à visages masqués, à s'en donner des maux de têtes (sans parler des acronymes de l'Union Européenne !) Sait-on que la France, qui ne représente que 1% de la population mondiale, fournit plus de 10% du personnel de L'ONU ? Qui osera encore prétendre que la France n'est pas un pays de fonctionnaires ?

4. Une projection onirique que résume bien le fameux « *Vous n'aurez rien mais vous serez heureux* » du fameux *World Economic Forum* (Forum de Davos) et de son fondateur, le gourou ultra-mondialiste Klaus Schwab.
